

Pakistan : les autorités enterrent l'enquête sur les centaines de femmes chrétiennes vendues à des Chinois



Les enquêteurs font état de pressions des autorités, qui craignent de mettre à mal les liens entre le Pakistan et la Chine.

L'agence Associated Press a obtenu une liste de 629 noms de filles et femmes de tout le Pakistan qui ont été vendues, depuis 2018, comme épouses à des Chinois et emmenées en Chine. Elle a été compilée par des enquêteurs pakistanais déterminés à démanteler les réseaux de trafiquants d'êtres humains. Mais ces enquêtes, malgré leur détermination, sont dans une impasse, rapporte l'agence : les enquêtes sont arrêtées suite à des pressions exercées par des fonctionnaires du gouvernement qui craignent de nuire aux liens lucratifs entre le Pakistan et la Chine.

Selon leurs découvertes, la minorité chrétienne du Pakistan - l'une des plus pauvres de ce pays à majorité musulmane - est une cible de choix pour les trafiquants qui paient des parents pauvres pour marier leurs filles, dont certaines sont encore adolescentes, à des maris chinois qui retournent avec elles dans leur patrie. Beaucoup de ces épouses sont ensuite isolées et maltraitées ou forcées à se prostituer en Chine, prenant souvent contact avec leur famille et suppliant qu'on les ramène chez elles. Associated Press s'est entretenu avec des policiers et des fonctionnaires de justice et plus d'une douzaine d'épouses - certaines rentrées au Pakistan, d'autres restées piégées en Chine - ainsi qu'avec des parents, des voisins, des proches et des défenseurs des droits de l'Homme.

"Personne ne fait rien pour aider ces filles", a témoigné un haut-responsable pakistanais. "Ces enlèvement continuent et ne cessent d'augmenter. Pourquoi ? Parce qu'ils savent qu'ils peuvent s'en tirer. Les autorités ne donneront pas suite, tout le monde subit des pressions pour ne pas enquêter. Le trafic est en pleine augmentation." Et l'AP de citer l'acquittement, en octobre par un tribunal de Faisalabad, de 31 ressortissants chinois accusés de traite. Plusieurs des femmes qui avaient été initialement interrogées par la police ont refusé de témoigner parce qu'elles avaient été menacées ou soudoyées, selon un fonctionnaire du tribunal et un enquêteur de la police qui connaissait bien l'affaire.

Dans un communiqué faxé lundi 2 décembre au bureau de l'AP à Beijing, le ministère chinois des Affaires étrangères a réagi à ces accusations : "Les deux gouvernements de la Chine et du Pakistan soutiennent la formation de familles heureuses entre leurs peuples sur une base volontaire, conformément aux lois et règlements, tout en ayant une tolérance zéro et en luttant résolument contre toute personne se livrant à un mariage transfrontalier illégal".